

- P 1 Les caractéristiques socio-économiques
- P 2 Un dynamisme démographique historique, mais en ralentissement
- P 3 Un dynamisme économique affaibli
- P 5 L'intérim recule mais la santé humaine & action sociale recrute
- P 7 Un marché du travail toujours dégradé
- P 8 Vers un enlèvement au chômage et /ou une précarisation de l'activité

LE DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Les caractéristiques socio-économiques

Le diagnostic socio-économique, présenté dans ce support, a pour objectif d'identifier les principales problématiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux liés au territoire en termes d'emploi et de chômage.

La région a connu un fort essor démographique. En ralentissement, la croissance démographique n'est plus vraiment stimulée par les flux migratoires mais surtout par les écarts entre les naissances et les décès. Avec un taux de variation annuel de la population de +0.3% et sans migration professionnelle, cela peut générer dans les années à venir une tension supplémentaire sur le marché du travail.

La spécificité de l'emploi présentiel en Paca (77%) exige d'orienter les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur de la santé humaine et action sociale a le vent en poupe sur le marché de l'emploi, quelle que soit la donnée observée. Dans le même temps, des secteurs forts du passé comme l'industrie ou la construction sont affectés depuis la crise, perdent des emplois et ne recrutent plus.

Par ailleurs, La réponse de Pôle emploi aux besoins régionaux des emplois saisonniers doit être coordonnée, compte-tenu des intentions d'embauches de ce type, exprimées par les employeurs (49%), notamment dans l'hébergement restauration.

Avec un taux de chômage de 11.6%, la main d'œuvre régionale est touchée durablement par le chômage. La mise en place du plan stratégique doit aider à réduire l'exclusion de certains publics, notamment les jeunes peu diplômés (niveau V à VI) pour qu'ils s'insèrent durablement sur le marché du travail, sachant qu'ils représentent 58% de la demande d'emploi de longue durée.

Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressource, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi ; en Paca, 37% des foyers fiscaux ne sont pas imposés. Le manque de ressource peut aller jusqu'à la pauvreté, 17% des habitants de Paca, soit une personne sur six, vivent sous le seuil de pauvreté et 830 000 personnes survivent avec moins de 990 euros par mois. Paca est la 4^{ème} région la plus touchée de France métropolitaine. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 19% en Paca.

Manque de ressources, part plus importante de bénéficiaires de minimas sociaux ou de familles monoparentales sont autant de freins au retour à l'emploi pour une population relativement peu mobile : seuls 17% des demandeurs d'emploi sont favorables à une mobilité géographique de plus d'une heure. La mobilité est le frein périphérique le plus fréquemment rencontré par le réseau comme problématique de retour à l'emploi au sein de la région. Il faut aider les demandeurs d'emploi à l'étendre pour l'obtention d'un emploi.

Un dynamisme démographique historique, mais en ralentissement

Source : INSEE

Avec la Corse et le Languedoc, Paca fait partie des régions les plus dynamiques sur le plan démographique depuis plusieurs décennies, ce qui peut s'expliquer par l'héliotropisme et l'augmentation des naissances.

En effet, dans les années 60, Paca était une des régions les moins fécondes. Le retard a été rattrapé, passant de 1.7 naissance par foyer en 1979 à 2.0 en 2009 soit une augmentation de +0.3 pt (+0.1 pt en France métropolitaine). L'accroissement annuel de la population a été très fort jusqu'en 2007. Depuis 2008, le rythme a nettement ralenti.

Le dynamisme démographique est toutefois un marqueur de la région. Le taux annuel moyen de variation de la population est de +0.3% entre 2007 et 2012. Il s'explique par un taux d'accroissement naturel (écart entre les naissances et les décès) excédentaire de +0.3%, la variation due au mouvement migratoire (écart entre les arrivées et les départs) étant quasi nulle.

Au 1^{er} janvier 2014, le nombre d'habitants de la région s'élève à près de 4 964 900 personnes. La région se situe au 3^{ème} rang pour l'accueil des cadres.

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2014

	Niveau		Poids	
	France	Paca	France	Paca
Hommes	31 870 700	2 377 800	48%	48%
Femmes	33 930 000	2 587 100	52%	52%
Moins de 25 ans	20 029 200	1 413 200	30%	28%
25-49 ans	21 242 000	1 540 200	32%	31%
50 ans et plus	24 529 500	2 011 500	37%	41%
Ensemble	65 800 700	4 964 900	100%	100%

Les moins de 25 ans sont moins nombreux en Paca qu'en France métropolitaine, ils représentent 28% de la population. A l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans la région (41%). C'est le résultat de disparités entre les départements.

Seul le département des Bouches-du-Rhône a un profil similaire au national, donc moins « âgé », avec 38% de seniors. Dans les autres départements, le poids des seniors dépasse 40%, avec un maximum pour les Alpes-de-Haute-Provence (45%).

La croissance du nombre d'actifs est en ralentissement, comme celle du nombre total d'habitants. En 11 ans (1999 - 2010), la population active a augmenté de +13% en Paca et de +11% en France métropolitaine. Pourtant, sur une période plus récente (2007 - 2012), la progression de la population active s'est atténuée, passant de +4% entre 2006 et 2011, à +3% entre 2007 et 2012.

Le nombre d'actifs s'élève à 2 188 100 en 2012, soit 71% des 15-64 ans. Ce taux d'activité régional est globalement plus bas qu'en France métropolitaine (73%) pour l'ensemble des classes d'âge.

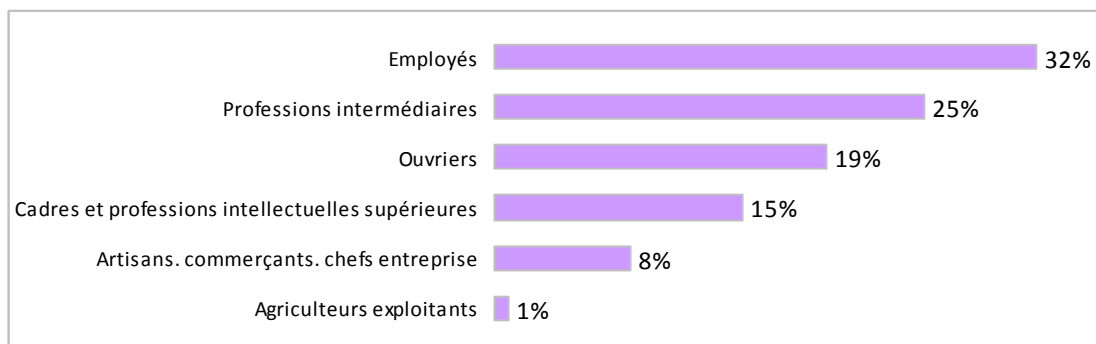
Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2012

	Niveau		Poids	
	France	Paca	France	Paca
Moins de 25 ans	3 334 000	238 600	11%	11%
De 25 à 54 ans	22 558 700	1 649 400	76%	75%
55 ans et plus	3 752 800	300 100	13%	14%
Ensemble	29 645 400	2 188 100	100%	100%

En 2012, la population des actifs de la région est toujours composée en majorité d'employés et de professions intermédiaires. Le nombre d'actifs a augmenté de +14% par rapport au recensement de 1999. Par comparaison avec la France métropolitaine, la région compte plus d'employés (32% vs 29%) et d'artisans, commerçants, chefs entreprises (8% vs 6%). En Paca, le nombre d'artisans, commerçants, chefs entreprises augmente plus que le niveau français (+10% vs +8%).

Les étudiants représentent en Paca comme en France 10% de la population en âge de travailler (les 15-64 ans). Le niveau de qualification de la population active a tendance à s'élever entre 2007 et 2012 : davantage d'artisans, commerçants, chefs entreprises (+0.5 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0.7 pt) et moins d'agriculteurs (-0.1 pt), d'ouvriers et d'employés (-0.9 pt et -0.7 pt).

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2012



Un dynamisme économique affaibli

Source : INSEE, Banque de France, BMO

La région joue un rôle prépondérant au sein de l'économie nationale tant par son poids que par son dynamisme. Fin 2012, 647 300 établissements composent le tissu productif régional, soit 10% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine.

L'économie est davantage orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2012, le poids de l'emploi présentiel y est nettement supérieur à celui de France métropolitaine (77% contre 72%).

Le climat, la culture, l'architecture et des infrastructures de transport servent de socle à un potentiel touristique à forte notoriété internationale. La région est la deuxième destination touristique nationale après l'Île-de-France. La saisonnalité de l'hébergement restauration est donc très importante comme le démontre l'enquête Besoins en Main d'œuvre (BMO) avec 77% de projets de recrutements saisonniers en 2015, contre 61% au niveau national.

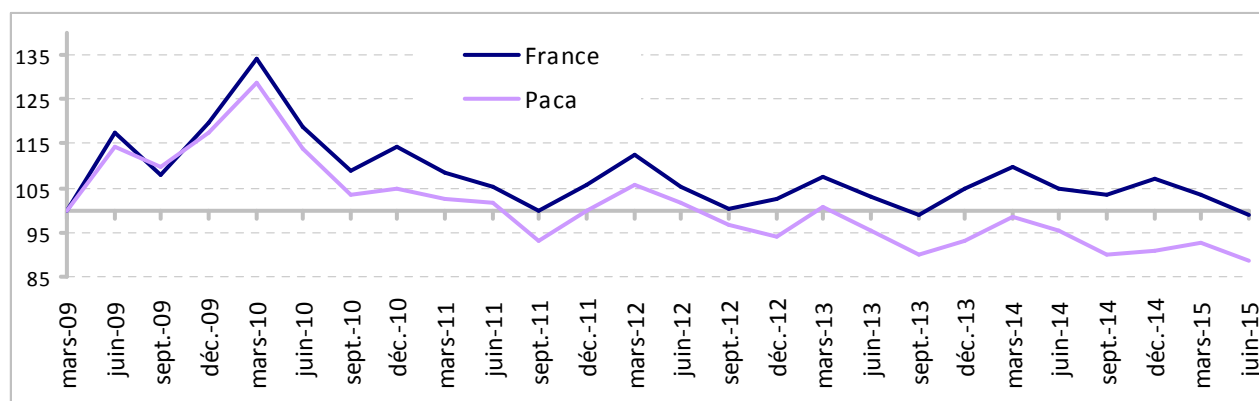
En Paca, 95.7% des entreprises ont moins de 10 salariés (94.7% pour le national). La région affiche un taux de création

d'entreprise de 15%. Ces mouvements sont essentiellement portés par ceux des micro-entreprises. Le nombre de créations de micro-entreprises fut très important dans les deux années qui ont suivi la mise en place du dispositif « auto-entrepreneur » (38 700 en 2009, 41 300 en 2010) mais se tasse depuis, descendant à 30 600 pour l'année 2014.

Par ailleurs, le volume annuel moyen de créations d'entreprise hors micro-entreprises a peu varié entre 2010 et 2014 (de 28 800 à 27 500 par an). Ainsi, on compte 57 900 créations de tout type fin 2014. A fin juin 2015, le volume sur 12 mois de créations de micro-entreprises chute de -10.3% en Paca et entraîne dans cette tendance le volume global de création d'entreprise avec -4.0%. En France métropolitaine, cette baisse est moins prononcée, de -1.2%.

L'évolution annuelle des défaillances d'entreprise confirme cette morosité : leur volume sur douze mois augmente de +3.0% à fin juin 2015 en Paca. La région a toutefois un profil semblable à la France métropolitaine au niveau de l'ancienneté des entreprises : 11% ont moins d'un an d'existence.

Evolution du cumul trimestriel de créations d'entreprise (indice de référence au 31 mars 2009 = 100)



Même si le nombre de créations d'entreprise reste inférieur à celui observé lors de la mise en place du dispositif « auto-entrepreneur », le niveau de la France métropolitaine se maintient au dessus de mars 2009.

On observe un décrochage pour l'indice régional, qui suit la même tendance en se situant en deçà de la référence. On ne retrouve pas encore de dynamisme sur la création d'entreprise.

L'intérim recule mais la santé humaine & action sociale recrute

Source : INSEE, DIRECCTE, ACOSS

A fin 2013, 1 759 900 personnes étaient salariées, que leur employeur soit privé ou public. Au niveau du secteur public, l'INSEE révèle que 435 000 salariés de la fonction publique (dont 7 300 contrats aidés) travaillaient en Paca fin 2011, soit 22 % de l'emploi total régional (contre 20 % en France métropolitaine). Ces effectifs ont baissé de -0.2 % entre 2010 et 2011, contre -0.5 % en France métropolitaine. Cette diminution est essentiellement due à un repli dans les services de l'État.

Sur le passé récent, la région semble appliquer les politiques d'aide en faveur de l'emploi puisque l'ensemble des contrats aidés affiche une hausse annuelle de +1% à fin mai 2015.

Cependant, ces contrats ont été moins utilisés que l'an passé en région. Le nombre d'emplois d'avenir diminue fortement, cette baisse est compensée en Paca par l'augmentation du nombre de contrats uniques d'insertion du secteur marchand.

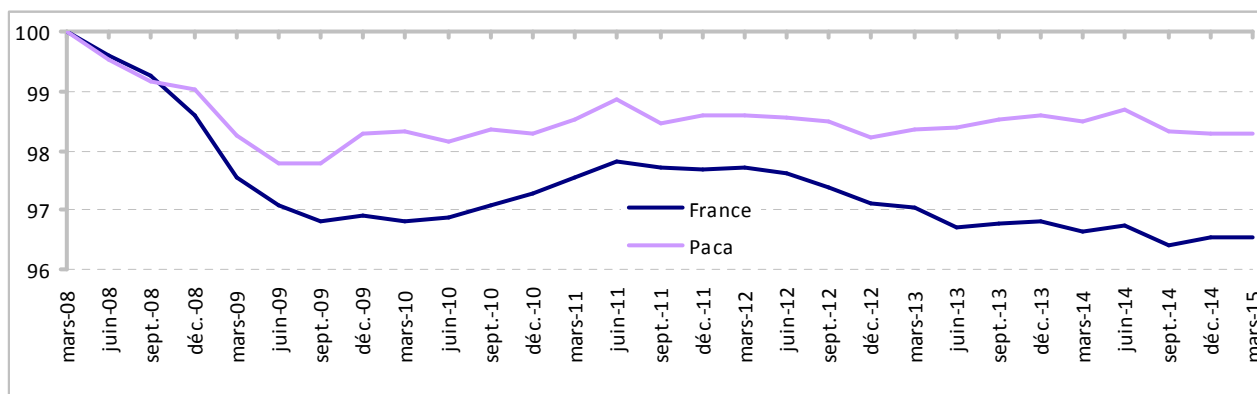
Le recours au contrat aidé est plus fréquent pour le contrat unique d'insertion du secteur non marchand (CUI-CAE), dans 68% des cas pour la région. Avec seulement 14% de CUI marchand (CUI-CIE), les contrats aidés participent donc peu à l'amélioration du niveau d'emploi dans le secteur privé.

Evolution 2015 // 2014 des cumuls de janvier à mai des contrats aidés

	Niveau		Evolution		Poids	
	France	Paca	France	Paca	France	Paca
Contrats uniques d'insertion	117 918	12 184	+13%	+7%	78%	82%
dont non marchand (CAE)	86 632	10 159	+4%	+3%	58%	68%
dont marchand (CIE)	31 286	2 025	+49%	+35%	21%	14%
Emplois d'avenir	27 177	2 296	-13%	-21%	18%	15%
Contrats de génération	5 454	405	-10%	+5%	4%	3%
Ensemble des contrats aidés	150 549	14 885	+7%	+1%	100%	100%

La région n'a toujours pas récupéré les emplois perdus pendant le premier cycle de la crise économique. Néanmoins, le nombre de salariés a peu varié depuis 2010 pour s'établir à 1 101 900 au 1^{er} trimestre 2015. Il diminue de -0.2% par rapport à fin mars 2014 (-0.1% au niveau national).

Evolution de l'emploi salarié privé champ INSEE (indice de référence au 31 mars 2008 = 100)



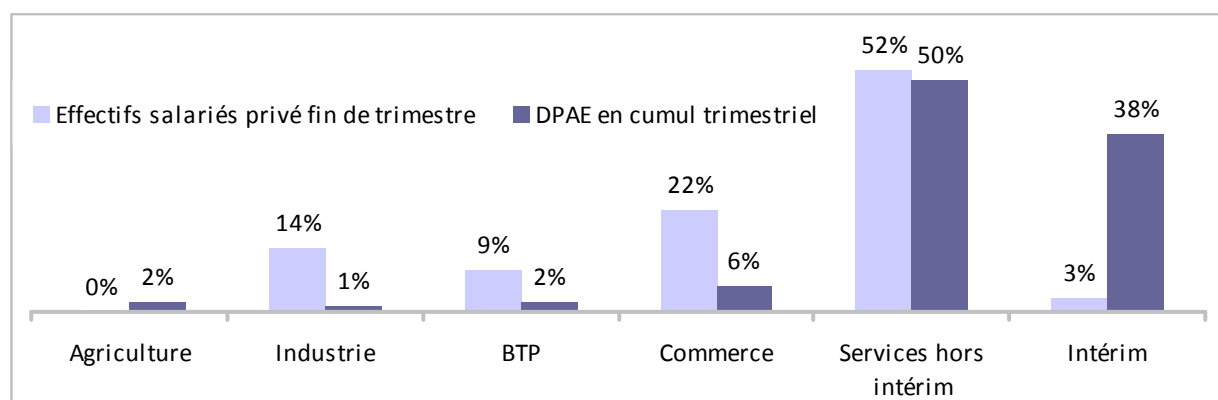
Selon l'INSEE, les mêmes grands secteurs privés s'opposent dans l'évolution de l'emploi mais avec plus d'amplitude que l'année précédente. Les secteurs de la construction et de l'industrie subissent des baisses respectives de -3.2% et -0.8% sur un an. Le secteur du commerce stabilise son activité avec +0.1% alors que les services hors intérim créent toujours des emplois (+0.5%).

L'emploi intérimaire chute de -1.9%, si bien qu'en l'intégrant aux secteurs utilisateurs, les secteurs de la construction et de l'industrie s'affaiblissent avec des pertes d'emploi de -3.8% et -1.2% sur un an.

L'analyse des Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE) au cours du 1^{er} trimestre 2015 confirme ce contexte défavorable. En effet, à fin mars 2015, le cumul sur trois mois des DPAE hors intérim diminue de -1.0% sur un an.

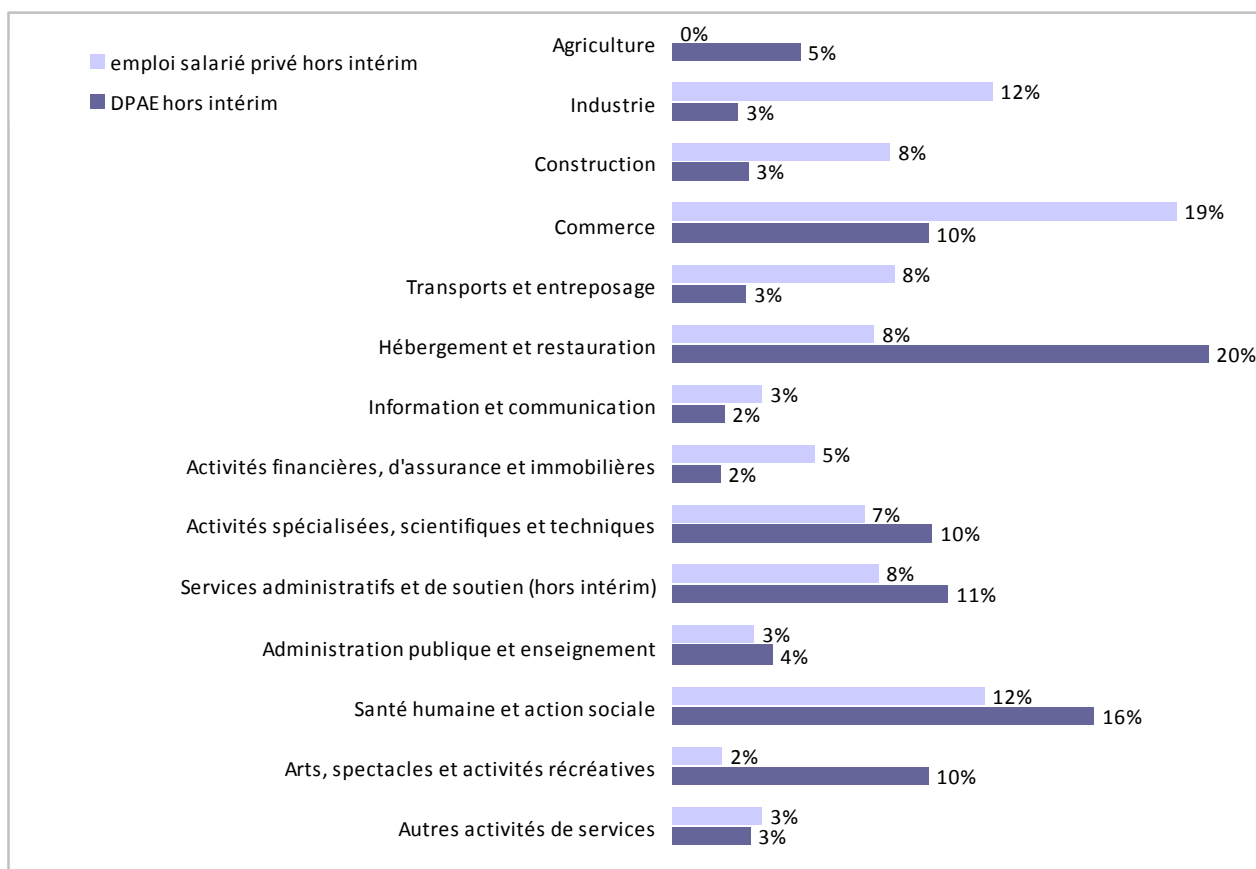
Toutefois, la tendance observée diffère au niveau du secteur intérimaire, entre le stock et le flux d'emploi, puisque le nombre de salariés à fin mars 2015 chute alors que le cumul de DPAE enregistrées par le secteur de l'intérim augmente de +0.9% par rapport à mars 2014.

Répartition par grand secteur d'activité des DPAE et de l'emploi salarié privé (INSEE) à fin mars 2015



Par ailleurs, l'ACOSS fournit une statistique de l'emploi salarié privé à un niveau plus fin par secteur d'activité, pour la fin 2014. L'intérim représente plus d'un tiers dans les DPAE, cependant le secteur utilisateur est inconnu, il convient donc de confronter les données détaillées emploi aux DPAE hors intérim. Cela permet d'identifier les secteurs porteurs, que ce soit par le poids qu'ils représentent, ou par la tendance à la hausse du nombre de salariés ou du nombre d'embauches. L'emploi salarié privé indique dans quels secteurs les travailleurs occupent un emploi à la fin de l'année, tandis que les DPAE mettent en lumière les secteurs qui ont recruté au cours de l'année quelle que soit la durée du contrat.

Répartition par grand secteur d'activité des DPAE hors intérim et de l'emploi salarié privé hors intérim (ACOSS) à fin 2014



En termes de structure, les secteurs qui emploient le plus de salariés hors intérim à fin 2014 sont le commerce, l'industrie notamment manufacturière, et la santé humaine et action sociale. D'autre part, les secteurs qui ont le plus recruté en 2014 sont l'hébergement restauration, la santé humaine & action sociale et les services administratifs et de soutien.

D'après l'enquête BMO, ce schéma semble se répéter en 2015 : avec 20% des intentions d'embauche, l'hébergement restauration constitue toujours le premier pôle d'intentions de recrutement régional. Viennent ensuite les services aux entreprises, les services administratifs et de soutien et la santé action & sociale (11% chacun). Le secteur des services concentre donc, à lui seul, 68% des projets de recrutement.

La tendance analysée sur l'emploi salarié champ détaillé ACOSS est conforme à celle du champ agrégé INSEE. Les secteurs primaires de l'industrie et de la construction ont perdu des emplois sur un an, tandis que le secteur des services hors intérim a employé plus de personnes fin 2014, par rapport à fin 2013.

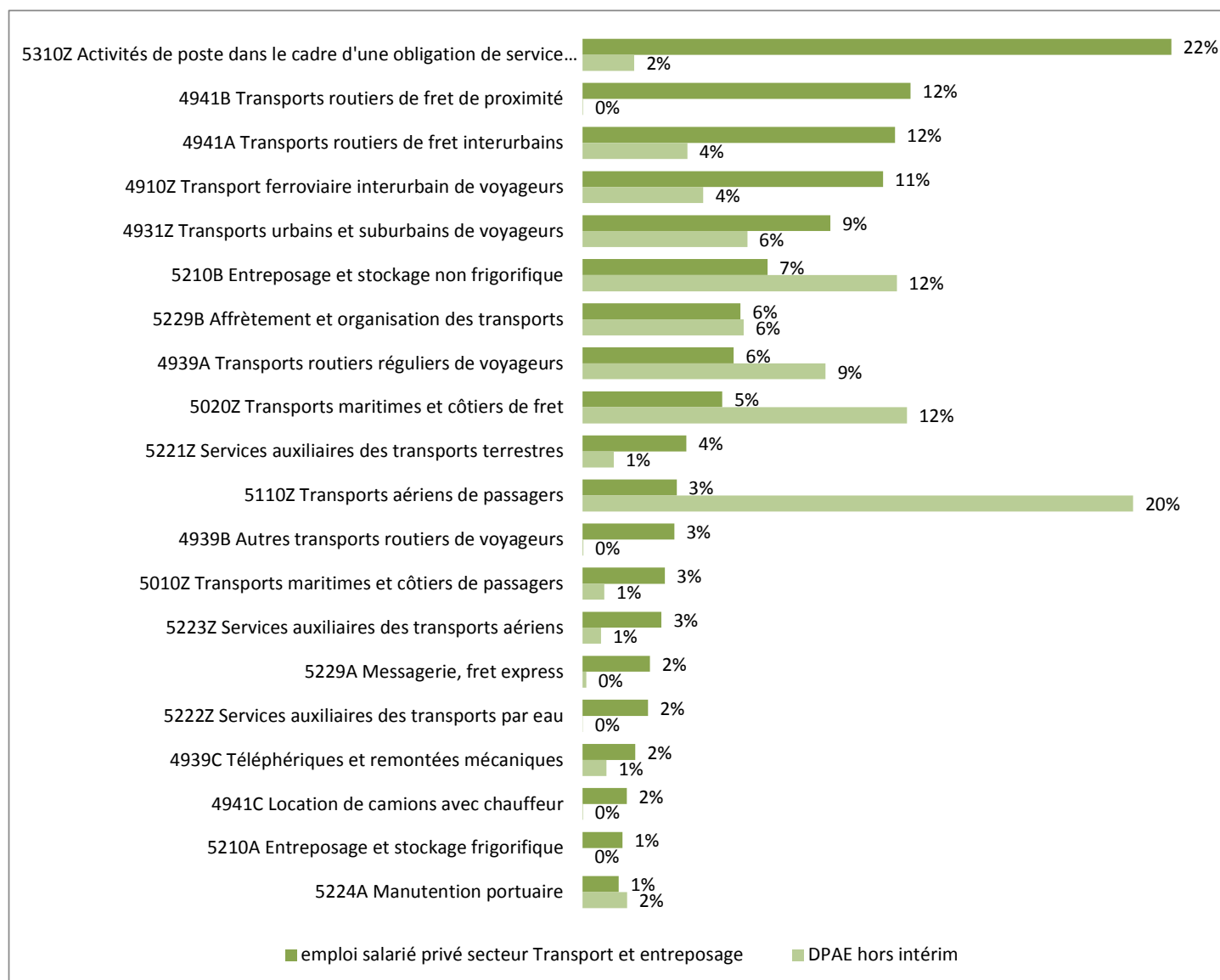
Les effectifs salariés du sous-secteur de l'hébergement restauration sont stables d'un an sur l'autre. Les services dédiés à l'administratif et soutien (hors intérim) et le secteur de la santé humaine & action sociale ont vu leur nombre de salariés augmenter, avec +3.7% et +1.1% sur un an.

L'analyse de l'évolution annuelle diffère pour la DPAE car ces données de flux sont mesurées au cours de l'année, sans que l'emploi ait forcément subsisté en fin d'année. Au cours de l'année 2014, seuls les secteurs de la construction et des arts et spectacles ont moins recruté qu'en 2013.

Ce sont encore des branches des services qui ont connu des hausses conséquentes dans les déclarations d'embauche : les services administratifs et de soutien (hors intérim) avec +16%, les activités spécialisées, scientifiques et techniques avec +14% et la santé humaine & action sociale avec +13%.

Zoom emploi sur le secteur d'activité Transports et entreposage

Répartition de l'emploi salarié privé (ACOSS) et des DPAE à fin 2014.
Top 20 des branches du secteur en effectifs salariés privés



Le secteur Transports et entreposage se compose de 30 sous-secteurs et représente 8% des effectifs salariés du secteur privé à fin 2014, soit 104 100 salariés. Ceux qui emploient le plus de salariés à cette période sont les activités de poste, les transports routiers, le transport ferroviaire et urbain de voyageurs. D'autre part, ceux qui affichent une part plus importante de recrutements en 2014 (DPAE) sont les transports aériens de passagers, l'entreposage et stockage frigorifique et les transports maritimes et côtiers de fret. 56 400 embauches ont été effectuées par les entreprises du secteur au cours de l'année 2014.

Le nombre de salariés du secteur augmente peu entre 2013 et 2014 (+0.2%). A l'intérieur du secteur, les effectifs se renforcent dans les transports de proximité, les transports urbains et suburbains de voyageurs tandis qu'ils s'amenuisent dans les activités de poste et les transports de fret interurbain. L'analyse de l'évolution diffère pour la DPAE car ces données de flux sont mesurées au cours de l'année, sans que l'emploi ait forcément subsisté en fin d'année. Au cours de l'année 2014, les deux branches prépondérantes du secteur en termes d'embauches, à savoir les transports aériens et les transports maritimes et côtiers de fret, ont moins recruté qu'en 2013. A l'inverse, le secteur de l'entreposage et stockage frigorifique a plus embauché en 2014.

Zoom emploi sur le domaine professionnel Transport Logistique

Le domaine professionnel Transport Logistique regroupe 37 métiers ROME. A fin 2014, on dénombre plus de 68 100 DPAE hors intérim au bénéfice de demandeurs d'emploi positionnés sur ces métiers. Le Transport Logistique ne constitue pas un secteur professionnel à proprement parler mais davantage une activité transversale présente dans plusieurs secteurs de l'économie. En effet, 27% des embauches ont été effectuées par des entreprises du secteur Transport et entreposage, 15% par des Activités de services, 13% par le secteur de l'Hébergement Restauration et 12% par le Commerce. Ainsi, parmi les 56 400 DPAE du secteur Transports et entreposage évoquées ci-dessus, plus de 18 400 concernent l'embauche de Demandeurs d'Emploi positionnés sur des métiers du domaine Transport Logistique.

Ventilation des DPAE hors intérim (ACOSS) à fin 2014, au bénéfice des Demandeurs d'Emploi, du Transport Logistique Top 20 des métiers recherchés

Métier ROME	2014	Poids
N1103 Magasinage et préparation de commandes	13 589	20%
N4105 Conduite et livraison par tournées sur courte distance	12 370	18%
N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	10 956	16%
N1105 Manutention manuelle de charges	9 339	14%
N4103 Conduite de transport en commun sur route	3 581	5%
N4102 Conduite de transport de particuliers	3 455	5%
N1101 Conduite d'engins de déplacement des charges	3 109	5%
N1102 Déménagement	2 466	4%
N1303 Intervention technique d'exploitation logistique	1 474	2%
N2201 Personnel d'escale aéroportuaire	977	1%
N2101 Navigation commerciale aérienne	949	1%
N4402 Exploitation et manoeuvre des remontées mécaniques	854	1%
N1202 Gestion des opérations de circulation internationale des marchandises	543	1%
N3102 Equipage de la navigation maritime	529	1%
N4203 Intervention technique d'exploitation des transports routiers de marchandises	528	1%
N1301 Conception et organisation de la chaîne logistique	516	1%
N4104 Courses et livraisons express	399	1%
N4201 Direction d'exploitation des transports routiers de marchandises	346	1%
N2102 Pilotage et navigation technique aérienne	307	0%
Total Transport Logistique	68 115	100%

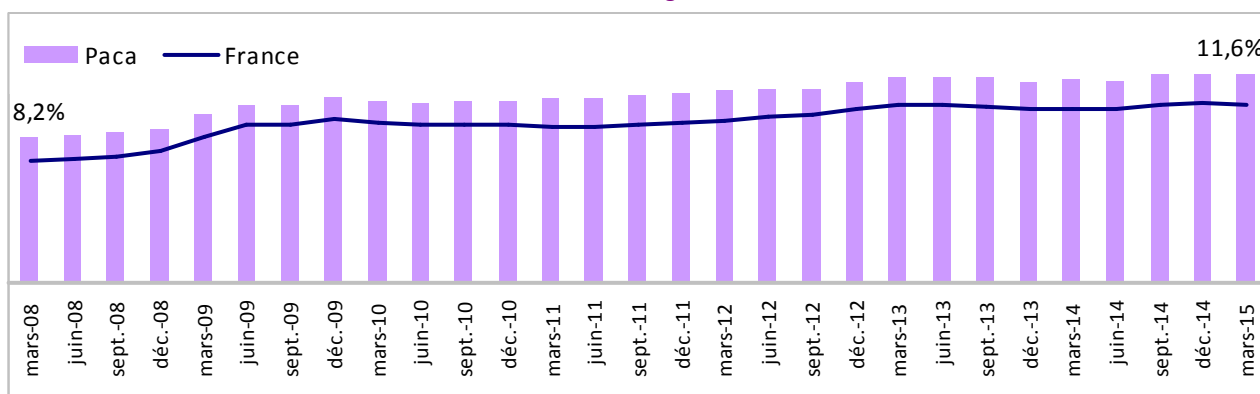
Un marché du travail toujours dégradé

Source : INSEE, Pôle emploi, DIRECCTE

La région Paca remonte en 3^{ème} position des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine. Avec une hausse de +0.2 pt sur un an, le taux de chômage régional s'établit au 1^{er} trimestre 2015 à 11.6% et reste donc supérieur à celui du national. Le marché du travail local demeure déséquilibré. L'écart avec le national reste stable depuis le début 2011 (1.6 point) loin de la période des années 1994 à 2001 (3.3 points).

Comme au national, le taux de chômage reprend la valeur de mars 2013. Ce rebond annuel concerne tous les départements même si celui des Bouches-du-Rhône semble le moins affecté subissant une hausse de +0.1 pt sur un an. Le Vaucluse est, depuis le 3^{ème} trimestre 2011, le département le plus marqué de la région (12.8%) tandis que celui des Hautes-Alpes affiche historiquement le taux le plus bas (9.4%).

Taux de chômage localisé



La région, comme la France, est touchée par la montée du chômage. De fin 2007 à fin 2014, la demande d'emploi CVS de catégorie A est passée de 188 200 à 317 900 personnes, soit +70% en sept ans (+68% pour les catégories ABC).

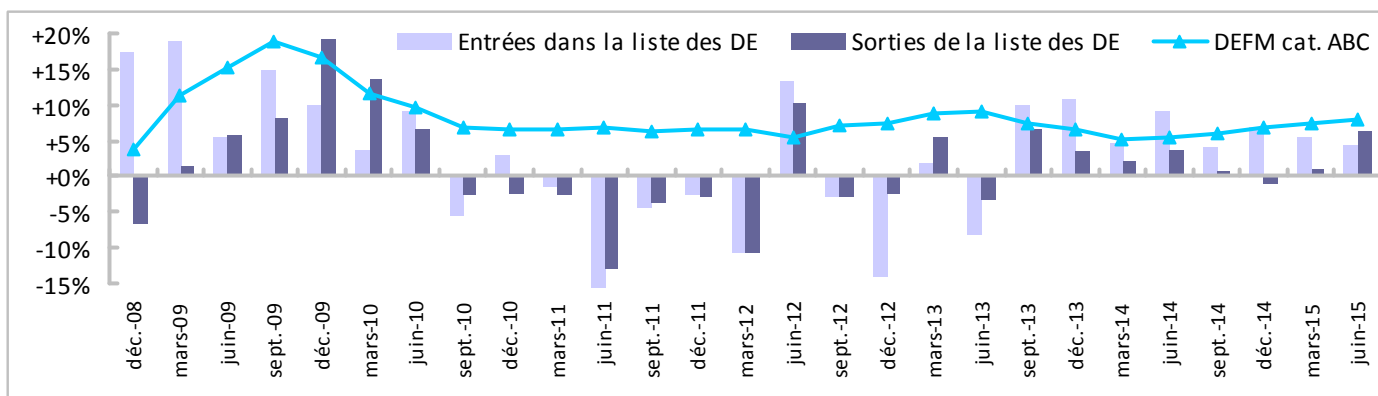
Néanmoins, la région a été globalement moins impactée que le national, sur la catégorie A (+74%). L'écart entre les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi a été très fort

en 2009 (+ 51 600), s'est réduit de moitié entre 2010 et 2011, puis s'est creusé de nouveau en 2014.

Le dynamisme des entrées explique l'accélération de l'augmentation de la DEFM, constatée depuis mars 2014. Entre fin 2014 et mi 2015, 18 000 demandeurs d'emploi de plus sont comptabilisés en Paca sur les six premiers mois de l'année 2015 au sein des catégories ABC soit +4%.

Cette hausse affecte toutes les classes d'âge, surtout les 50 ans et plus (+6%). Au 30 juin 2015, 464 600 personnes sont inscrites sur les listes de Pôle emploi Paca en catégorie ABC, dont 322 400 en catégorie A (69%).

Taux d'évolution annuelle de la DEFM, DEE, DES cat. ABC



La population des DEFM de moins de 25 ans cat. ABC s'est accru majoritairement dans les deux premières années de la crise économique et au second semestre 2013. Depuis, ce public a connu des variations modérées, parfois même des diminutions annuelles au 1^{er} semestre 2014. A fin juin 2015, 1 600 personnes de plus sont comptabilisées en six mois, soit une progression de +2.6% chez les DEFM de moins de 25 ans. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, inscrits sur les listes de Pôle emploi Paca en catégories ABC, à 62 700, dont 44 800 en catégorie A (71%).

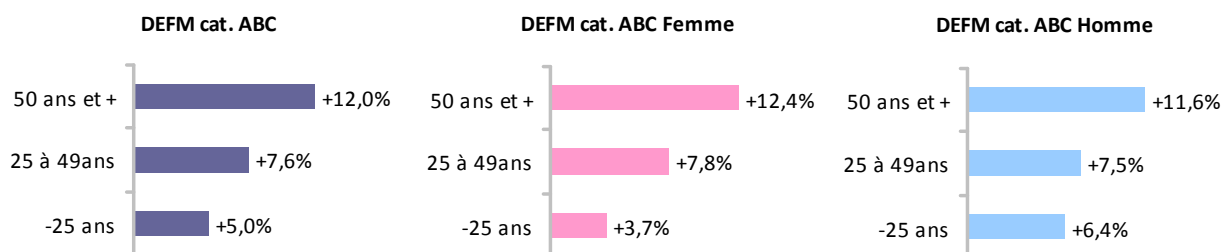
La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (14%) dans la demande d'emploi dont 17% de Bac+3. Les jeunes non inscrits à Pôle emploi poursuivent leurs études sans nécessairement travailler ou rechercher un emploi.

L'INSEE publie dans une étude que 27% des personnes sans emploi souhaitant travailler sont inactives. Parmi elles, 2% estiment que leur recherche serait vaine tandis que 4% finissent leurs études ou leur formation.

Concernant les seniors, leur nombre a augmenté de l'ordre de +12% par rapport à l'an passé. Leur progression est toujours linéaire mais leur poids dans la demande d'emploi cat. ABC croît moins fortement (+0.8 point par an par rapport à juin 2014), il s'établit en juin 2015 à 24% (23% au national).

111 000 personnes âgées de 50 ans et plus sont recensées dans la DEFM cat. ABC, soit 5 800 de plus en six mois.

Evolution annuelle par sexe et âge de la DEFM cat. ABC - juin 2015 // juin 2014



Vers un enlèvement au chômage et/ou une précarisation de l'activité

Source : Pôle emploi

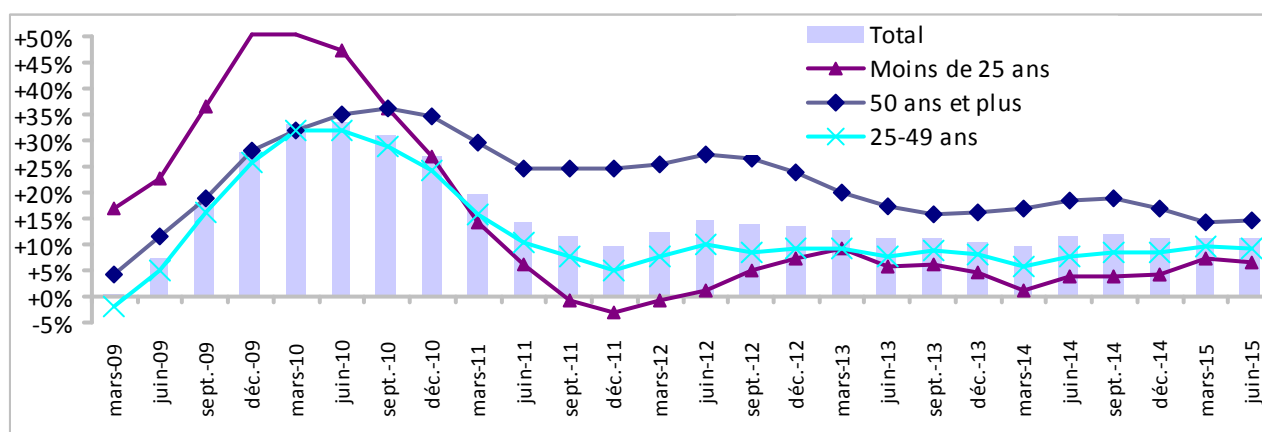
Le nombre de demandeurs d'emploi de très longue durée (2 ans et plus d'ancienneté au chômage) a doublé en quatre ans, ce qui confirme l'enlèvement au chômage, autant présent dans la région qu'au niveau national. 100 000 personnes sont touchées par ce phénomène au 30 juin 2015, soit 22% de la DEFM cat. ABC et 52% de la demande d'emploi de longue durée (1 an et plus d'ancienneté au chômage).

Par ailleurs, la population en situation de chômage de longue durée est hétérogène, certains pratiquent régulièrement des

activités professionnelles tandis que d'autres accèdent peu ou pas à l'emploi.

L'indicateur ICT3 (nombre de demandeurs d'emploi restés en cat. A, 12 mois parmi les 15 derniers) de la convention tripartite 2015-2018 vise à prendre en compte les situations de chômage les plus difficiles, voire de chômage d'exclusion. Le public qui affiche la plus nette progression de cet indicateur est celui des 50 ans et plus, de +15% entre juin 2014 et juin 2015.

Taux d'évolution annuelle de l'ICT3 (Nombre de demandeurs d'emploi restés en cat. A 12 mois parmi les 15 derniers)



Certains reprennent une activité mais les emplois proposés sont brefs, l'alternance entre chômage et emploi s'intensifie.

Dans les offres déposées à Pôle emploi, le contrat à durée indéterminée demeure la forme d'emploi la plus souvent proposée (37%). Toutefois, la hausse considérable du nombre de CDD de moins d'un mois pose question (+11% entre 2013 et 2014) et illustre une certaine précarité. En effet, alors que le nombre d'offres d'emploi est en régression depuis trois années, ces contrats sont devenus pour les plus jeunes le mode normal d'entrée dans la vie active et tendent à enfermer les populations les plus fragiles dans une situation difficile.

L'indicateur ICT1 de la convention tripartite 2015-2018 cherche à estimer le nombre de reprises d'emploi à l'aide des DPAE de l'ACOSS et des changements de catégorie. L'ICT1 montre une tendance annuelle à la hausse, sur le passé récent, des reprises d'emploi pour CDD.

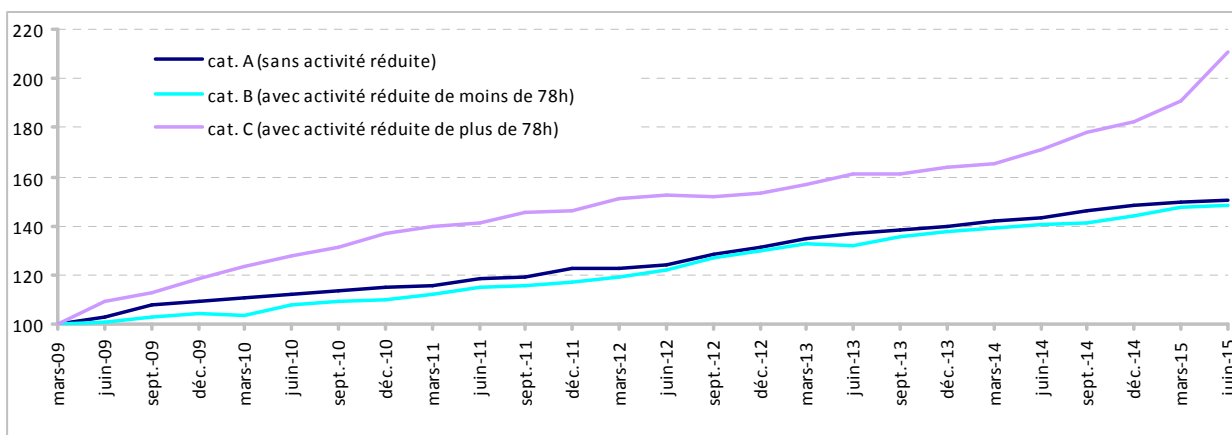
Les DPAE mettent en évidence le caractère précaire des emplois recherchés par les employeurs sur le marché de l'emploi actuel. En effet, 43% des DPAE réalisées au 1^{er} semestre 2015 concernent des CDD de moins d'un mois et 38% des contrats intérimaires. De plus, le cumul semestriel des DPAE s'accroît sur un an pour ces deux types de contrat (resp. +2% et +7%) alors qu'il diminue pour les CDI (-2%).

Composition du nombre de reprises d'emploi sur les 3 derniers mois, par type de retour à l'emploi

Cumul trimestriel des reprises d'emploi	ICT1	Poids	Tendance
Passage en C	19 018	25%	+7,1%
DPAE CDI	18 895	25%	-0,6%
DPAE CDD de plus de 6 mois	11 304	15%	+6,7%
DPAE CDD de 3 à 6 mois	10 826	14%	+3,2%
DPAE CDD de 1 à 3 mois	7 768	10%	-6,1%
Reprise d'emploi déclarée	6 608	9%	-12,7%
AFPR / POE	673	1%	+2,9%
Passage en E	168	0%	-24,6%
Total	75 262	100%	+2,0%

Le passage en catégorie C (activité de plus de 78h) est la modalité de retour à l'emploi la plus fréquente. La récurrence au chômage s'intensifie et le nombre de DEFM en catégorie C progresse plus vite. D'après l'indicateur ICT4 de la convention tripartite 2015-2018, 28% des demandeurs d'emploi sortis de formation en 2014 ont repris un emploi durable six mois après la fin de la formation. Les domaines de formation qui permettent plus fréquemment un reclassement durable, i.e. pour lesquels l'ICT4 est le plus élevé, sont ceux des services à la collectivité avec 38% et de l'échange et gestion avec 36%.

Evolution de la DEFM sur les 3 principales catégories (base 100 au 31 mars 2008)

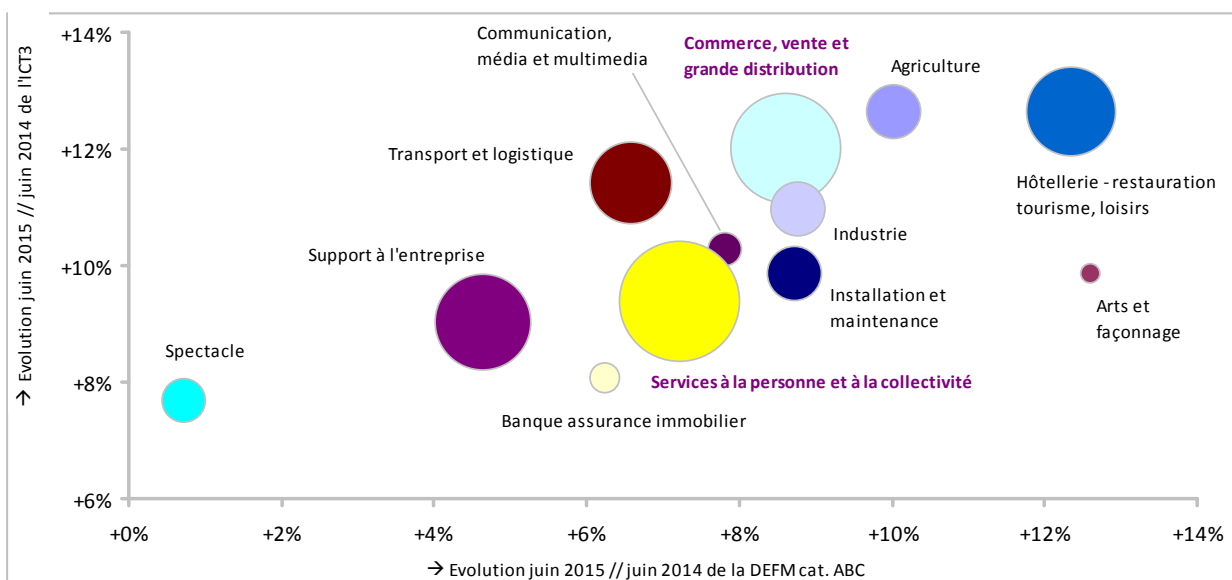


Quant aux domaines recherchés par les demandeurs d'emploi, certains ne sont pas bénéfiques pour une reprise d'activité, même réduite. Le graphique ci-dessous illustre l'enlèvement au chômage par le biais de l'évolution annuelle de l'ICT3 et l'augmentation de la DEFM entre juin 2014 et juin 2015. Globalement, pour tous les domaines recherchés, la hausse annuelle de l'ICT3 dépasse les +8%, la persistance au chômage sans quelconque activité est donc prégnante.

La bulle est proportionnelle au poids du domaine recherché par les DEFM cat. ABC. Ils sont positionnés sur les domaines professionnels des services à la personne et à la collectivité pour 21% d'entre eux, et sur celui du commerce vente et grande distribution dans 17% des cas. Quand la bulle se situe

en haut et à droite du graphique, cela signifie que l'aggravation du chômage pour ce domaine est forte et qu'il ne permet pas vraiment une insertion pour les demandeurs d'emploi en recherche d'un métier de ce type. C'est le cas de l'hôtellerie restauration, dont les métiers sont difficiles et les emplois souvent occasionnels ou temporaires, et pour lesquels il y a beaucoup de turn over.

Les métiers de l'agriculture sont très saisonniers, avec des conditions physiques aussi très dures, des contrats très courts, d'une journée parfois. Pour ces deux domaines de métiers, leur profil même ne favorise pas un reclassement durable.



METHODOLOGIE

Le diagnostic territorial est une démarche sur 4 niveaux (DR, DT, Bassin d'emploi, Agence) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de 3 étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Sur le plan méthodologique, il s'agit d'associer un thème à une variable discriminante, en comparant le territoire à la France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Ils sont au nombre de cinq pour la région : la croissance démographique, le dynamisme économique, la saisonnalité, l'exclusion, la mobilité géographique.

POUR EN SAVOIR PLUS SEEPEPACA@POLE-EMPLOI.FR

Pôle emploi Paca, 34 rue Alfred Curtel CS 80149 13395 Marseille cedex 10

Directeur de publication

Thierry LEMERLE

Directeur de la rédaction

Catherine BEDENES

Réalisation

Service Statistiques, Etudes et Evaluation